

L'effrayante mortalité des abeilles : des funérailles à Paris

8 juin 2018 / Amélie Beaucour (Reporterre)



Des dizaines d'apiculteurs se sont retrouvés à Paris et en région jeudi 7 juin, pour dénoncer la mortalité considérable des abeilles cette année. Les pertes s'élèvent à 90 % dans certains cheptels. En cause : l'utilisation des néonicotinoïdes, pesticides qui attaquent les abeilles.

-
- **Actualisation vendredi 26 octobre 2018** — Jeudi 25 octobre, le ministère de l'Agriculture et l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) ont rendu public les premiers résultats d'une enquête réalisée cet été. « *Le taux moyen de mortalité des colonies durant l'hiver 2017-2018 (...) peut être estimé à 29,4 %* », [selon les premiers résultats](#).

- Paris, reportage (le 8 juin 2018)

Il est un peu plus de 10 h ce jeudi matin lorsque le son du clairon retentit. La cérémonie commence. Face à l'hôtel des Invalides, trois cercueils sont alignés, recouverts d'un drapeau européen, français et breton. Qui pleure-t-on aujourd'hui ? Pas d'anciens soldats morts pour la patrie mais des colonies d'abeilles tombées sous le feu des néonicotinoïdes, substances neurotoxiques utilisées dans l'agriculture.

Venus de Bretagne, des dizaines d'apiculteurs endeuillés s'étaient donné rendez-vous dans la capitale. Cette année, 20.000 colonies d'abeilles bretonnes ont passé l'arme à gauche. Une hécatombe que les apiculteurs dénoncent depuis près d'un mois. Réunis en un « *cortège funèbre* », ils sont partis du Morbihan, le 30 avril dernier, *sous l'œil de Reporterre*, pour sillonner la région et attirer l'attention des autorités.

La scène, digne d'une pièce de théâtre, raconte toute la détresse des apiculteurs français. Voile (d'apiculteur) sur la tête et mains derrière le dos, une quinzaine d'entre eux sont venus se recueillir sur ces petites cabanes en bois, sépultures de leurs ouvrières. L'enfumeur apicole remplace l'encens, et les pots de miel les gerbes de fleurs qu'elles ne pourront de toute façon plus butiner.



D'autres délégations en région se sont également rassemblées pour dénoncer le calvaire que vivent les artisans du miel, « *condamnés, chaque printemps, tel Sisyphe et son rocher, à refaire le travail estival que l'hiver n'aurait pas dû détruire* », compare tristement François le Dudal, adhérent de la Fédération française des apiculteurs professionnels (FFAP)

Mais cette année, les pertes sont plus lourdes que d'habitude. Loïc, apiculteur breton et vice-président de l'Union nationale de l'apiculture française (Unaf), a vu mourir la moitié de ses abeilles. « *Mais certains de mes collègues ont perdu jusqu'à 90 % de leur cheptel* », dit-il. Du jamais vu en quarante ans. Si les pertes de cheptel sont naturelles, elles ne dépassent habituellement pas les 7 % par an.

Marie est apicultrice bretonne, elle aussi. Cette année, elle a perdu 200 ruches sur les 260 qu'elle possède. « *Et celles qui restent sont extrêmement affaiblies*, ajoute-t-elle. *Je vis de l'apiculture, j'ai deux enfants à nourrir et plus de cheptel pour produire. Comment je fais ?* »

Les néonicotinoïdes, tueur d'abeilles



Marie possède également quelques ruches dans le Finistère. Ici, pas de champs de maïs traités mais uniquement de la bruyère. Sur ces ruches-ci, elle n'a enregistré qu'une perte de 10 %. Coïncidence ? « *Le lien est évident. Sans néonicotinoïdes, les abeilles se portent très bien* », conclut Marie.

Le problème des néonicotinoïdes est connu depuis longtemps. Ces pesticides neurotoxiques attaquent le système nerveux des abeilles et les tuent à petit feu. Pourtant, leur usage vient seulement d'être réglementé. La loi Biodiversité de 2016, en France, a acté leur interdiction prochaine et le projet de loi Agriculture et Alimentation en cours de discussion devrait interdire les pesticides au mode d'action similaire. Fin avril, l'Union européenne a voté l'interdiction **quasi totale de trois d'entre eux**, interdiction qui n'entrera en vigueur qu'en 2019 et qui ne concernera que les cultures en plein champ.

Mais la bataille est loin d'être gagnée, selon l'UNAF. « *Cela ne suffit pas. Les traces de ces substances nocives ne disparaîtront qu'après 5 ou 6 ans... et seulement en partie.* » Personne n'est actuellement en mesure de dire ce qu'il advient de ces substances une fois larguées dans la nature. « *L'agrochimie a ouvert la boîte de Pandore et ne sait plus comment la refermer* », déplore François Le Dudal.

Pour autant, les apiculteurs refusent de blâmer ceux qui en font usage. « *Nos collègues agriculteurs font ce qu'ils peuvent. Ils sont, eux aussi, victimes du système. Ce n'est pas à eux de faire des efforts, c'est au gouvernement de prendre ses responsabilités.* »

Un gouvernement silencieux

Jusqu'à maintenant, aucun des gouvernements successifs ne leur a manifesté de soutien. Cette fois encore, les apiculteurs accusent Stéphane Travert, le ministre de l'Agriculture, de rester les bras croisés. « *Tout ce qu'il nous témoigne, c'est du mépris* », grogne un apiculteur en colère. « *La preuve, il n'a pas pris la peine de se déplacer* », constate un autre.

Nicolas Hulot, quant à lui, était présent, contre toute attente, ce jeudi matin. Pas de mesures concrètes à la clé mais, à la place, il s'est engagé à venir en Bretagne et a promis une « *discussion avec ses collègues sur les solutions envisageables* ».



Cela ne suffit pas aux apiculteurs, qui préféreraient s'entretenir directement avec le président de la République. « *On aimerait bien savoir ce qu'il en pense, M. Macron* », lance un apiculteur. « *Il doit bien avoir un avis là-dessus puisqu'il a lui-même trois ruches à l'Élysée* », ricane un autre.

Mais les ruches du président se portent probablement mieux que celles des apiculteurs bretons. « *Les ruches en villes sont toujours en meilleur état. Qui dit ville dit moins de surfaces agricoles et donc moins d'exposition aux pesticides*, explique Bruno, apiculteur amateur à Anthony, en banlieue parisienne. *Moi, je m'en sors relativement bien, j'ai plus de chance que mes collègues de province. Eux ont vraiment besoin d'aide.* »



En chemin vers l'Élysée, le convoi est arrêté par un cordon des forces de l'ordre. Aurélie et son mari sont apiculteurs dans les Côtes-d'Armor. Cette année, plus de 80 % de leur cheptel a disparu. Ce constat affligeant, le couple l'a fait un beau matin de printemps. Comme chaque année depuis sept ans, ils venaient vérifier si leurs petites ouvrières avaient survécu à la saison froide. À la place, ils ont découvert leurs essaims décimés. « *C'était le 6 avril 2018, cette date je ne suis pas prête de l'oublier* », raconte-t-elle, émue.

Comme les centaines d'apiculteurs mobilisés, elle demande au gouvernement d'agir rapidement. D'agir non seulement pour les apiculteurs, mais aussi et surtout pour la biodiversité.

« *On est témoin pour les abeilles, mais en réalité, cela s'applique à tous les pollinisateurs, tous les insectes, tous les oiseaux, toutes les espèces victimes de ces pesticides* », dit-elle. D'après une étude scientifique publiée en fin d'année dernière, 80 % des insectes européens **auraient disparu ces trente dernières années.**



Lire aussi : [Reporterre sur France Inter : Les néonicotinoïdes doivent être bannis, affirment 233 scientifiques](#)

Source : Aurélie Beaucour

Photos : © Aurélie Beaucour/Reporterre

- Emplacement : Accueil > Editorial > Reportage >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/L-effrayante-mortalite-des-abeilles-des-funeraillles-a-Paris>